



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

43 | 2011

L'ordre électoral : savoirs et pratiques

Jérôme GRÉVY [dir.], *Sortir de crise. Les mécanismes de résolution de crises politiques (XVI^e-XX^e siècle)*, collection Histoire, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, 244 p. ISBN : 978-2-7535-1127-9. 18 euros.

Christophe Voilliot



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4196>

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 13 novembre 2011

Pagination : 183-184

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Christophe Voilliot, « Jérôme GRÉVY [dir.], *Sortir de crise. Les mécanismes de résolution de crises politiques (XVI^e-XX^e siècle)*, collection Histoire, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, 244 p. ISBN : 978-2-7535-1127-9. 18 euros. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 43 | 2011, mis en ligne le 13 juillet 2012, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4196>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

*Jérôme GRÉVY [dir.], Sortir de crise.
Les mécanismes de résolution de
crises politiques (XVI^e-XX^e siècle)
,collection Histoire, Rennes, Presses
universitaires de Rennes, 2010, 244 p.
ISBN : 978-2-7535-1127-9. 18 euros.*

Christophe Voilliot

- 1 Cette publication des actes d'un colloque organisé à Poitiers en novembre 2008 intervient à un moment où les discours de et sur la crise saturent le débat public. C'est pour éviter les malentendus liés à la polysémie du terme que Jérôme Grévy multiplie les précautions dans l'introduction intitulée « L'histoire peut-elle proposer des leçons pour sortir de crise ? ». Définie comme « celle où les protagonistes trouvent une solution négociée, pacificatrice et, surtout, positive dans la mesure où elle tire un trait sur le passé proche » (p. 12), la sortie de crise est ici inscrite dans une perspective centrée sur l'histoire politique. Le volume est divisé en trois parties qui sont autant de modalités possibles de la sortie de crise : « amnistier, ruser et sublimer ».
- 2 Parmi l'ensemble des contributions, plusieurs concernent le XIX^e siècle. Pierre Triomphe revient sur l'épisode gardois de la Terreur blanche au cours de l'été 1815. Dans ce département où les oppositions religieuses redoublent les conflits politiques et sociaux, la sortie de crise s'inscrit dans une temporalité assez longue. L'échec du compromis initial et l'affirmation d'une « mémoire identitaire et victimaire » (p. 68) prolongent la crise jusqu'au début des années 1830. Dans ces conditions, la sortie de crise apparaît comme la « simple restauration progressive de l'autorité de l'État » (p. 69). Olivier Berger s'intéresse à la crise provoquée en février 1871 par « l'impôt de guerre » de 10 millions de francs exigé par les autorités allemandes à l'encontre des communes du département de Seine-

et-Oise. En réalité, précise l'auteur, cet impôt doit être considéré comme un « enjeu politique » (p. 73) et comme un moyen de pression pour inciter la population à réclamer des pourparlers de paix : il s'agissait de « faire plier la France » (p. 77) et pas seulement d'extorquer des fonds. Les maires eurent un rôle décisif dans les négociations avec l'occupant, certains réussirent à retarder l'échéance et ce d'autant plus facilement que la pression exercée prit fin avec l'élection de l'Assemblée nationale. L'objectif diplomatique avait été atteint. Thomas Marty mobilise la « sociologie des crises »¹ de Michel Dobry pour tenter de comprendre les logiques des réformes du mode scrutin législatif entre 1875 et 1885. Plus que l'expression de convictions profondes, les prises de position parlementaires sur ce sujet apparaissent comme des éléments de transaction entre différents groupes. L'objectivation des effets attendus des modes de scrutin, à travers l'énoncé de statistiques ministérielles, permet aux acteurs d'évaluer le rapport de force électoral et donc de justifier leurs choix. C'est par conséquent l'anticipation de « l'avenir électoral » (p. 122) qui inspire le scénario de la sortie de crise. Jean-Marc Guislin est confronté, avec le 16 mai 1877, à une crise complexe dont seule la chronologie permet de repérer les lignes de force. C'est la dissolution de la Chambre des députés, la désignation d'un gouvernement « républicain » et la politique d'apaisement initiée par ce dernier qui constituent les moments décisifs de cette sortie de crise. Dans le prolongement de cet épisode, Jérôme Grévy étudie les crises ministérielles entre 1879 et 1889. Considérant que « les modalités selon lesquelles l'événement était vécu sont impuissantes à nous faire comprendre les véritables mécanismes de résolution de crise » (p. 181), il fait de la chute des gouvernements le point de départ de ce mécanisme. Rappelant que l'instabilité était considérée par le personnel politique « républicain » comme un moyen de lutter contre le pouvoir personnel, Jérôme Grévy montre combien les séances parlementaires où se jouait le sort des cabinets ministériels n'étaient pas des scénarios écrits mais obéissaient à une dramaturgie qui n'était au fond que l'expression ritualisée de la souveraineté parlementaire.

- 3 Sans revenir sur les logiques de regroupement des communications au sein du volume, on peut néanmoins regretter que les catégories mobilisées (« amnistier, ruser et sublimer ») ne fassent pas l'objet d'une présentation moins elliptique. Si, comme l'affirme Jérôme Grévy, « la crise n'est pas sortie de l'imaginaire des hommes et constitue un fait clairement identifiable » (p. 11), il aurait été sans doute souhaitable de s'attarder un instant sur ces logiques de repérage historiographique et sur les mots qui servent à dire (ou à dénier) la crise.

NOTES

1. . Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la FNSP, 1992.